



23 Nov. 10^{ème}
10 Déc.
2012 **Foire**
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités

CETEF - LOME
Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé "TOGO 2000"
BP : 10056 Lomé - Togo
Tél:(228) 22 35 07 27 / 22 30 38 48 Fax : (228) 22 26 17 54
E-mail: ceteflome@cetef.tg Site web : www.cetef.tg

N° 327 du 03 Octobre 2012 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Email:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Contact: 90 04 71 59
Imprimerie: Saint-Louis

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

COIN DU CITOYEN P3

De la responsabilité
de tous pour une bonne
rentrée scolaire

Rentrée parlementaire

 PA

Abass Bonfoh à l'endroit des acteurs politiques

« Il est temps que nous
tournions résolument le dos
à la politique politicienne... »



EL Hadj Abass Bonfoh, Pdt de l'Assemblée Nationale
hier Mardi à l'ouverture de la session

Mgr Barrigah au sujet de la situation sociopolitique au Togo



"(...) J'ai comme
l'impression que
nous ne sommes pas
disposés à dialoguer
réellement"

Programme PNIASA

Déception des partenaires financiers,
Ouro Koura Agadazi rassure

● De la nécessité pour l'Etat
togolais de situer les responsabilités



... Une nouvelle race de Managers

B.P: 24 69 Lomé-TOGO Tél: +228 22 26 22 04

Fax: +228 22 26 22 08

E-mail: mid_night2469@yahoo.fr



DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE DES TELECOMMUNICATIONS DU TOGO (TOGO TELECOM)

Avis d'Appel d'Offres International

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE CINQ (05) PYLÔNES AUTOSTABLES AINSI QUE LA FOURNITURE DES EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES POUR LES LIAISONS PAR FH

Date de lancement de l'Avis : 27 SEPTEMBRE 2012
Appel d'Offres International N° 0102/TGT/DG/DML/PRMP

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des fournitures suivantes :

Lot 1 : Fourniture et installation de cinq (05) pylônes autostables sur les sites de Ablogamé, Djidjolé, Agou Gare, Amlamé et Amou Oblo.

Lot 2 : Fourniture des équipements et accessoires pour l'installation et la mise en service des liaisons par Faisceaux Hertzien de type PDH dans le cadre du complément du projet 300K.

1. Sont admises à concourir toutes les personnes morales, spécialisées dans le domaine et justifiant de moyens techniques et financiers pour l'exécution du présent appel d'offres (cf. Dossier d'Appel d'Offres).

2. Les exigences en matière de pièces administratives sont :

Pour les entreprises installées dans l'espace UEMOA :

- Carte d'opérateur économique en cours de validité ;
- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- L'original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de l'inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale datant de moins de trois (03) mois ;
- La preuve du paiement de la taxe parafiscale pour les candidats qui ont été attributaires de marchés publics depuis la date d'entrée en vigueur de cette taxe en novembre 2011.

Pour les entreprises non installées dans l'espace UEMOA :

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou toute pièce en tenant lieu ;
- Attestation de non faillite (original) datant de moins de 3 mois.

3. Pour être qualifiés, les candidats devront :

- Produire un extrait du compte de résultats et du bilan des trois (03) dernières années (2009, 2010, 2011) ;
- Produire au moins une (01) référence technique concernant les marchés similaires antérieurs (copies des attestations de bonne fin d'exécution, pages de garde et de signature).

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

4. L'ensemble des acquisitions est reparti en deux (02) lots : lot 1 et lot 2.

5. Les offres, présentées sous plis fermés, devront être accompagnées d'une garantie de soumission conformément au tableau ci-après:

Lots	Garantie de soumission
Lot 1	6 900 000 FCFA
Lot 2	11 900 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner aux deux (02) lots. Il ne peut être attributaire que d'un seul lot.

6. Le délai d'exécution du marché est de trois (03) mois à compter de la notification du marché.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 004 SPL au rez-de-chaussée ou l'acheter à la Direction Générale de TOGO TELECOM, Porte 007 SPL au rez-de-chaussée, moyennant paiement en espèce d'une somme non remboursable de Cinquante Mille (50 000) FCFA, contre reçu à la caisse régie d'avance de TOGO TELECOM, située au rez de chaussée à l'adresse suivante :

Direction Générale de TOGO TELECOM
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté
BP : 333 Lomé - Togo
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01
Télex : 5245 TG
Fax : (228) 22 21 03 73
E-mail : spdgtgt@togotel.net.tg
Site Web: www.togotelecom.tg

8. Les offres, rédigées en langue française doivent être déposées, sous plis fermé, au plus tard le **13 Novembre 2012 à 9H 00 T.U** au Secrétariat Administratif du nouveau siège de TOGO TELECOM, au rez-de-chaussée porte 12.

Les offres remises hors délai ne sont pas acceptées.

9. Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaiteraient assister à l'ouverture des plis le **13 Novembre 2012 à 9H 30mn** dans la Salle de Réunion du rez de chaussée du nouveau siège de TOGO TELECOM.

11. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant, et qui satisfait aux conditions de qualifications requises.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés de TOGO TELECOM,
Ville : LOME Boîte postale : 333 Pays : TOGO
Numéro de téléphone : +228. 22 53 45 50, 22 34 13 69
Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73
Adresse électronique : mbanezi@togotel.net.tg

Le Directeur Général
Pétchétiadi BIKASSAM

Programme PNIASA

Déception des partenaires financiers, Ouro Koura Agadazi rassure

De la nécessité pour l'Etat togolais de situer les responsabilités

Réduire la pauvreté et promouvoir le développement à travers l'agriculture en essayant d'améliorer les conditions de production des paysans, tel est le but visé pas les premières autorités du pays qui ont mis en place le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire(PNIASA). D'un coût total de 600 milliards de FCFA, ledit programme a reçu l'appui financier de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds d'Investissement pour le Développement Agricole(FIDA). Mais 8 mois après son lancement, pour une première évaluation, les résultats ne sont pas concluants.

C'est en février 2012 que le programme PNIASA a été lancé officiellement. L'initiative avait suscité une lueur d'espoir non seulement pour le monde paysan, mais également pour toute la population togolaise, lorsqu'on

annuelle du céréale devrait passer à environ 1 million 400 milles tonnes sur une période de 2ans (2010-2012) et plus de 2 millions entre 2013-2015. Mais hélas, cet espoir risque de s'émousser si rien n'est fait par

Le PNIASA comporte trois volets à savoir : le PADAT, le PASA et le PPAAAO

Le Projet d'appui au développement agricole du Togo (PADAT) vise les producteurs les plus vulnérables et est financé par le FIDA. Il prend en compte l'appui à l'amélioration de la production des cultures vivrières, l'appui à l'élevage et à la pisciculture. Le PADAT vise également le renforcement des capacités des groupements mais aussi celles du ministère. En outre, il s'occupe du volet infrastructures d'accompagnement (pistes rurales, magasins, aires de séchage, petits matériels).

Le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) de la Banque mondiale prend en compte les volets d'appui à la culture de rente, la valorisation, la commercialisation et la mise en place des infrastructures de transformation.

Le programme de productivité en Afrique de l'Ouest (PPAAAO / WAAPP) est consacré à la recherche et à la vulgarisation des techniques agricoles.

sait que plus de 70% de celle-ci est essentiellement agricole. D'après les études, la mise en œuvre du PNIASA devrait permettre un fort relèvement de l'économie du Togo. La production

les autorités compétentes. C'est du moins le constat fait par les partenaires financiers (banque mondiale et FIDA) en déplacement à Lomé la semaine écoulée pour une évaluation.

" Nous avons l'impression que les projets ne sont pas assez rapides et ne profitent pas encore suffisamment aux paysans. La mission confirme cette impression. Il faut reprendre les choses en main pour que, lorsque nous reviendrons dans six mois, nous constatons des avancées significatives", a déclaré Christian Berger, l'expert de la Banque mondiale.

La grande interrogation aujourd'hui, c'est de savoir pourquoi ces difficultés dans le démarrage du programme ? Selon les informations, il révèle que les crédits ne sont pas suffisamment octroyés. Et pourtant les fonds sont bien disponibles au ministère de l'Agriculture. *" Il y a des difficultés ; il y a du retard au démarrage. Les crédits ne sont pas suffisamment accordés. J'entends parfois les gens demander si les financements sont là. Oui, ils sont à la disposition du ministère de l'Agriculture depuis neuf mois ", a précisé Christian Berger* dans une interview accordée au site republicoftogo.com. Désormais la menace est là. Dans 6 mois, une autre mission d'évaluation sera là pour voir s'il y a amélioration. De l'avis des experts, les crédits ne sont pas consommés. Ce qui donne de mauvais résultats. Même si le sentiment de madame Aissa Touré, représentant du FIDA est plus nuancé sur le sujet, il importe aujourd'hui pour le gouvernement de prendre ses responsabilités afin que dans les jours à venir les résultats soient concrets.



Christian Berger, l'expert de la Banque mondiale.

D'ailleurs le nouveau ministre de l'agriculture Ouro-Koura Agadazi n'a pas caché sa détermination à tout mettre en œuvre pour parvenir aux résultats contenus dans la feuille de route du programme. *" Oui les résultats atteints après une année de PNIASA, sont en deçà des attentes. Et aucune*

circonstance ne peut expliquer cette baisse de performance ", reconnu le Ministre en charge de l'agriculture, tout en assurant que les recommandations formulées par la mission BM-FIDA seraient exécutées dans les meilleurs délais.

T.B.

Mgr Barrigah au sujet de la situation sociopolitique au Togo

"(...) J'ai comme l'impression que nous ne sommes pas disposés à dialoguer réellement"

Mgr Nicodème Barrigah

"Je suis navré, je regrette de le dire. J'ai comme l'impression que nous ne sommes pas disposés à dialoguer réellement", a déclaré Mgr Nicodème Barrigah lors de la conférence de haut niveau sur la "démocratie et la paix au Togo" tenue vendredi dernier à Lomé. Initiée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-Togo), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Processus Electoraux (PAPE), financé par l'Union Européenne, cette conférence avait pour thème : "les enjeux démocratiques et la consolidation de la paix".

Les responsables de la Coalition "Arc-en-ciel" et du Collectif "Sauvons le Togo" ont boycotté les débats, estimant que cette rencontre intervient à "un moment inopportun".

"Je suis navré, je regrette de le dire. J'ai comme l'impression que nous ne sommes pas disposés à dialoguer réellement, parce que cela suppose que quelque part, nous nous engageons tous à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour trouver les solutions consensuelles, que cela soit à notre avantage ou pas", avait



MgrNicodème Barrigah.

déclaré Mgr Barrigah.

"Nous sommes unanimes à relever que l'une des difficultés majeures de notre pays, c'est la crise de confiance. La confiance est toujours un risque et les togolais ont peur de prendre ce risque, peut-être à cause de l'histoire que nous avons connue jusqu'ici. Mais justement, parce qu'on ne se fait pas un minimum de confiance, on n'est pas disposé à dialoguer réellement", a-t-il souligné.

Pour le Prélat, l'absence et les motivations données par les absents à la conférence (la coalition et le CST), "ne doivent pas nous laisser indifférents, parce que le dialogue ne peut être fait

sans leur participation".

"Personnellement, j'aurais aimé qu'ils participent aussi aux discussions pour exprimer de vive voix leurs points de vue", avait précisé Mgr Barrigah.

"Je souhaite donc vivement que les discussions menées et éclairées par des expériences partagées par les éminents conférenciers, puissent se poursuivre et que nous puissions réussir à notre niveau, à trouver réellement le moyen de relancer le dialogue, la seule possibilité pour nous, d'arriver à ce cadre consensuelle nous permettant d'avoir des élections apaisées chez nous", a-t-il ajouté.

La crise togolaise ne trouvera pas de solution, "s'il n'y a pas le dialogue. Mais, chacun doit y mettre du sien et chacun doit se mettre d'accord avec les autres sur les objectifs", avait pour sa part affirmé Moustapha Niasse, le président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

Selon lui, la confiance reviendra entre les togolais, dès lors qu'il leur sera proposé, un processus en lequel ils ont confiance.

Savoirnew.com

le Messenger

COIN DU CITOYEN

La discipline et l'assiduité, deux traits caractéristiques de bon comportement pour les élèves

Pendant les vacances, les élèves se laissent souvent aller par un amusement débordant dont l'impact n'est pas sans effets négatifs sur leurs comportements habituels. Beaucoup sont ces élèves qui connaissent pendant les vacances une rupture de bon sens dans leurs comportements et doivent pouvoir se remettre avant la rentrée scolaire. La question est alors de savoir si à l'orée de celle-ci ces élèves qui ont pris exagérément goût des vacances, sont-ils prêts à renouer avec les bonnes manières ? il ne reste que quelques 5 jours seulement pour terminer les vacances. Le temps doit être consacré aux préparatifs. C'est maintenant qu'il faut que les élèves prennent leurs marques d'une année scolaire réussie. Deux valeurs sont essentielles à cet effet : la discipline et l'assiduité.

A l'école, chaque élève est tenu au respect du règlement intérieur. C'est un ensemble de règles et normes qui régissent le fonctionnement de l'établissement scolaire. Ces règles et normes sont communes à tous les élèves d'une même école où elles définissent le cadre de conduite et d'ordre qui doivent régner dans l'enceinte de l'établissement et dans les salles de classe.

Avant d'arriver à l'école, l'élève doit pouvoir déjà à la maison apprendre de ses parents de bonnes attitudes. La responsabilité des parents est là aussi. C'est aux parents d'inculquer à leurs enfants les premiers traits caractéristiques de bons comportements. La discipline dont il s'agit ici, doit commencer à la maison en famille et à l'élève de pouvoir adapter les conseils que lui prodiguent ses parents à ceux qu'il reçoit à l'école de son enseignant. Le parent comme l'enseignant, chacun en ce qui le concerne, est attentif à l'enfant et veille toujours que celui-ci grandisse épanoui. Certains enfants savent prendre conscience de ce dévouement à leurs égards respectifs. Mais il faudrait que tous les enfants s'élèvent à ce niveau d'instruction et d'éducation.

L'autre valeur intrinsèque à l'épanouissement de l'enfant qu'il soit à la maison ou à l'école, est bien l'assiduité.

C. M.

Rentrée parlementaire

EL Hadj Abass Bonfoh à l'endroit des acteurs politiques « Il est temps que nous tournions résolument le dos à la politique politicienne... »

Premier mardi du mois d'octobre, c'est la rentrée parlementaire à l'Assemblée Nationale conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi fondamentale. Hier mardi, cette rentrée parlementaire a été donc effectuée et consacre l'ouverture de la 2^{ème} session ordinaire de l'année 2012, ouverture présidée par El Hadj Abass Bonfoh, Président de l'Assemblée Nationale en présence de Me Tchitchao Tchilim, Garde des Sceaux, Ministre de la justice, chargé des relations avec les institutions de la République.

Cette session dite session budgétaire devrait permettre aux élus du peuple de procéder à l'étude et à l'adoption du budget général de l'Etat pour l'année 2013. Il s'agira pour les députés au cours de cette session d'examiner le projet du budget général de l'Etat, notamment les évaluations des besoins financiers et matériels de toutes les institutions et de tous les départements ministériels ainsi que les différentes prévisions en vue de la satisfaction des besoins des populations.

Le Président de l'Assemblée

Nationale a pour ce faire exhorté tous les députés au sérieux pour cette session. Aux acteurs politiques, El Hadj Abass Bonfoh demande d'être artisans de la paix. « Il est temps que nous tournions le dos à la politique

à leur mission de formation et de transmission de savoir.

Aussitôt ouverte cette séance a servi de plénière pour l'étude et l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi autorisant la ratification de



Les députés lors de l'ouverture de la 2ème session ordinaire

politicienne afin de consacrer toutes nos énergies mobilisées, dans un même élan, au développement de notre cher pays, le Togo » a-t-il souligné. Il a par ailleurs souhaité une bonne année rentrée scolaire pour les acteurs de l'éducation et félicité particulièrement le corps enseignant pour leur abnégation

l'accord modifiant, pour la deuxième fois, l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats ACP, d'une part, et la communauté Européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié, une première fois au Luxembourg, le 25 juin 2005.

Constant M.

Moustapha Niasse à propos du Togo

" Pas de solution s'il n'y a pas dialogue "

La crise togolaise ne trouvera pas de solution, "s'il n'y a pas le dialogue", a affirmé Moustapha Niasse, le président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

M.Niasse a fait cette déclaration lors de la conférence de haut niveau sur la "démocratie et la paix au Togo" tenue vendredi dernier à Lomé. Initiée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-Togo), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui aux Processus Electoraux (PAPE), financé par l'Union Européenne, cette conférence avait pour thème : "les enjeux démocratiques et la consolidation de la paix".

Ont pris part à cette conférence, des leaders des partis politiques et des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Certains partis politiques sont représentés à cette conférence dont l'Alliance (opposition) de Dahuku Péré, la Convergence Patriotique Panafricaine (CPP, opposition) de Francis Ekon, le Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR, opposition) de Nicolas Lawson, le Nouvel Engagement Togolais (NET, opposition) de Gerry Taama et l'Union pour la république (UNIR), présidé par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Les responsables de la Coalition "Arc-en-ciel" et du

Collectif "Sauvons le Togo" ont boycotté les débats, estimant que cette rencontre intervient à "un moment inopportuniste".

"Au Togo, le dialogue est nécessaire. Pas de solution à la crise s'il n'y a pas le dialogue. Mais, chacun doit y mettre du sien et chacun doit se mettre d'accord avec les autres sur les objectifs", avait affirmé M.Niasse.



Moustapha Niasse

Selon lui, la confiance reviendra entre les togolais, dès lors qu'il leur sera proposé, un processus en lequel ils ont confiance.

"La culture démocratique ne s'invente pas. Il n'y a pas de recettes comme la quinine pour guérir le paludisme. La culture démocratique se construit, quand chacun décide de se dépasser, de se surpasser (...)", a souligné le

président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

M.Niasse s'est dit prêt à servir de "passerelle", si le PNUD et l'UE lui donnent l'autorisation.

"Je suis prêt à servir de passerelle. Personnellement, j'ai reçu déjà à travers le PNUD, un certain nombre de demandes de rencontres, des deux côtés y compris du côté de ceux qui n'ont pas pris part à la conférence. Et si le PNUD et l'UE m'autorisent, je les recevrai", a-t-il souligné.

"Je suis disqualifié pour assurer une médiation, par contre on peut aider pour rapprocher les positions", a précisé M.Niasse.

Rappelons que lors de la conférence tenue vendredi, M.Niasse a entretenu les participants sur le thème : "dialogue politique et consolidation de la démocratie".

D'autres thèmes ont été développés dont "les élections, démocratie et Etat de droit en Afrique francophone" (Mme Christine Desouches,

ancienne Conseillère Spéciale du Secrétaire Général de l'OIF), et "l'administration électorale, élections crédibles et transparentes en Afrique, leçons apprises, défis et perspectives" (par Général Siaka Sangaré, Président du Réseau des Compétences Electorales Francophones).

Source : savoirnews

Sam Blkasam à propos du réseau haut débit

« Tout a baissé... »

Depuis quelques temps, le Togo connaît une amélioration dans le domaine des télécommunications. La dernière innovation est l'arrivée de la fibre optique dont les conséquences restent positives sur les conditions de vie des populations de toutes les couches socioprofessionnelles. Des efforts salutaires grâce aux efforts de tous les acteurs intervenant dans le secteur. Le dimanche dernier Sam Bikassam le patron de Togo Telecom, l'opérateur public et unique fournisseur d'accès à l'ADSL est revenu sur beaucoup d'aspect concernant le réseau. Ainsi, il a indiqué dimanche au cours d'une émission sur la TVT que le réseau haut débit se développait rapidement au Togo. Pour lui des efforts techniques et financiers étaient faits pour offrir une qualité optimale au juste prix.

« A ce jour, les prix ont baissé. En même temps que nous diminuons les tarifs, nous augmentons les débits suffisamment pour que les gens trouvent du plaisir à surfer et à utiliser internet dans un cadre professionnel », a souligné M.



Sam Blkasam, DG Togotelecom

Bikassam.

L'accès rapide est actuellement disponible à Lomé, à Kara et dans d'autres grandes villes du pays.

Le vol de câbles en cuivre à Lomé a affecté, ces dernières semaines les services hauts débit. Togo Telecom va consacrer plus d'un milliard de Fcfa pour leur remplacement.

L.M.

ANNONCES ET REMERCIEMENTS

TOGBUI KONDO Komlan Atiboga TOUGLO III, Chef du Canton de Tchékpo

Dr DEGBEY Yawo Didier, Chef Division Informations, Statistiques, Etudes et Recherche au Ministère de la Santé, son épouse et leurs enfants,

M. AMOUZOUVI Kouamivi Amou, Directeur de publication du

journal Le Changement et Conseiller à l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) à Lomé ses frères, sœurs et enfants

La Directrice Générale de l'EPAM et tout son personnel, Profondément touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de leur très chère et regrettée :



Madame AMOUZOUVI Akouavi Dénise née DEGBEY
Employée à l'EPAM au Marché de Hédzranawé
Survenu le 16 Septembre 2012 au CHU Sylvanus Olympio dans sa 43ème année

vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

Programme

Jeudi 04 Octobre 2012 à 18H 30 :

Veillée de Prière et de chants en l'Eglise Baptiste du Plein Evangélique sise à Agbalépédogan dans la 3ème Rue à droite après la Maison Adébayer sur la Route de Djidjolé

Vendredi 05 Octobre 2012 à 19H

Veillée de Prière et de chants à la Maison AMOUZOUVI à Tchékpo-Dédékpœ quartier Kogamé

Samedi 06 Octobre 2012

7H : Exposition du corps

8H : Messe d'enterrement suivie de l'inhumation au cimetière familial

Maison mortuaire : Maison DEGBEY au quartier Avégodé à Tchékpo-Dédékpœ

Lu sur le net !

Les préliminaires

Une preuve d'amour

5 questions au Dr Gérard Leleu

Moments délectables pour les uns, passages obligés pour les autres... Quelle est l'utilité des préliminaires sexuels ? Quels sont les secrets des bons amants ? En cinq questions, le Dr Gérard Leleu nous révèle toute l'importance de ces jeux sexuels trop souvent négligés.

Doctissimo : A quoi servent les préliminaires ?

Dr Gérard Leleu : D'un point de vue purement biologique et physiologique, les préliminaires servent à amener la femme à un niveau de désir suffisant pour que la lubrification vaginale facilite la pénétration. Une femme a besoin de plus de temps pour atteindre cette même excitation. Passer outre ce fait serait catastrophique pour un bon amant, c'est-à-dire un partenaire soucieux d'un plaisir partagé. Ainsi, cette phase intime est une préparation indispensable des corps à l'extase, faite de tendresse, d'échanges et d'amour.

Doctissimo : L'importance des préliminaires est-elle toujours appréhendée par les partenaires masculins ?

Dr Gérard Leleu : Pas toujours, mais les femmes en ont marre de l'amour coq, de l'amour moineau qui se focalise sur la pénétration. Les préliminaires sont un impératif. Cette revendication féminine est aujourd'hui de plus en plus fortement perçue en Occident. Mais dans beaucoup d'autres pays, la pénétration immédiate a toujours cours, en Amérique du Sud notamment. Un tel comportement prive alors les femmes du bonheur suprême.

Doctissimo : Pourquoi de telles différences ?

Dr Gérard Leleu : La perception des préliminaires mais plus généralement de l'érotisme est intimement liée à la culture et la religion. Certains pays orientaux ont intégré l'amour au coeur de leur civilisation, l'érotisme y est sacré. Par contre, l'héritage judéo-chrétien très marqué de certains pays n'envisage la sexualité que sous l'angle de la reproduction et assimile le plaisir sexuel au pêché. Cette perception laisse des traces. Par ailleurs, la virilité portée en tant que valeur culturelle accrédite un machisme courant. L'homme s'interdit toute sensibilité, toute émotion et toute tendresse et cherche à réprimer sa part féminine. Il reste encore beaucoup de progrès à faire de ce côté-là.

Doctissimo : Quels sont les secrets des bons préliminaires ?

Dr Gérard Leleu : Il est très difficile de répondre rapidement à votre question. J'ai déjà écrit plusieurs ouvrages sur le sujet* sans complètement circonscrire l'étendue des préliminaires. Disons tout d'abord que le meilleur aphrodisiaque est la tendresse. Il faut donc privilégier une bonne relation, une bonne communication. Selon moi, la relation se prépare toute la journée par une bonne écoute et une bonne compréhension de l'autre. Ensuite lorsque les corps se rapprochent, la phase affective laisse place à la phase corporelle. Il ne s'agit pas là de se précipiter sur le sexe. Les caresses s'intéresseront à l'ensemble du corps, du visage aux pieds en passant de l'ensemble du corps sans négliger les zones érogènes secondaires (comme les seins), aux zones péri-sexuelles (avec une attention particulière pour le clitoris) et enfin au sexe. Autant d'attention qui permettront la tumescence des organes sexuels et l'atteinte du plaisir ultime.

Doctissimo : Les préliminaires proprement dits sont donc aussi importants que l'acte sexuel à proprement parler...

Dr Gérard Leleu : Tout à fait. Aussi capital que les caresses de prélude, j'aimerais de plus insister sur l'importance des "caresses de post-lude" si je puis dire... La tendresse et les caresses après l'amour sont particulièrement appréciées par la femme, qui y voit une attention apaisante qui témoignera d'une affection et d'un véritable amour.

Propos recueillis par David Bème, le 27 avril 2005

Santé et environnement en Afrique

Le Togo abrite la 13ème session du GTIA

" Faire une analyse de la situation et une estimation des besoins en vue de la préparation d'un plan national d'action conjointe dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de Libreville sur la santé et l'environnement en Afrique ", c'est l'objectif phare de la session, la 13ème du genre, ouverte lundi dernier ici à Lomé dans les locaux de la représentation OMS Togo. Organisée par le Ministère de la santé et le ministère de l'environnement et des ressources forestières e collaboration avec l'OMS, cette 13ème session prend fin le 5 octobre prochain dans l'attente de 3 principaux résultats essentiellement escomptés.

Le GTIA, entendez Groupe de Travail Inter Agence pour l'Alliance Stratégique Santé et Environnement en Afrique, est constitué de 5 pays à savoir le Gabon, le Kenya, l'Ethiopie, le Mali et la Tunisie. Pendant cette 13ème session, le GTIA s'atèle à faire le point de la mise en œuvre de la déclaration de Libreville, à élaborer un rapport d'étape, à s'accorder sur une approche commune pour la mobilisation des ressources et à partager les expériences avec le groupe national d'experts du Togo.

Selon Dr Lucien Manga, Conseiller régional protection de l'environnement humain, la finalité de toutes ces actions est de faire en sorte que le processus de dégradation de l'environnement s'arrête dans chaque pays pour que l'homme jouisse d'un environnement sain. " A Libreville, les Ministres de la santé et les ministres de l'environnement se sont engagés à travailler ensemble pour, à la fois, protéger la santé et préserver l'environnement. Un certain nombre d'actions à cet effet ont été identifiées. Ces actions entre autres, ont permis

la mise en place d'une alliance stratégique, les agences de coopération se sont mises ensemble pour accompagner les pays à mettre en œuvre toutes les actions à travers les sessions de travail. C'est la 13ème qui se tient aujourd'hui ici à Lomé. Au cours de cette session, il s'agit de voir depuis 2008 ce qui est fait. On va prendre en considération les actions de chaque pays et voir si elles sont dans le bon sens ou non, s'il faut les stimuler davantage. Certains pays ont en ce moment des projets concrets visant à résoudre beaucoup de problèmes. Nous souhaiterions que le Togo en fasse partie. C'est pourquoi nous sommes venus au Togo. On espère que le Togo va prendre la cadence au rythme puis commencer par avoir des

pas en marge de cette situation. " La qualité de l'eau de boisson, les services d'assainissement, la qualité de l'air, les produits chimiques, les déchets domestiques et industriels contribuent au poids des maladies. Le changement climatique vient exacerber l'impact négatif des facteurs de risques environnementaux, aussi bien sur nos écosystèmes que sur la santé et le bien-être des populations " a-t-il souligné.

Ouverts par Mme Dédé Ahoéfa Ekoué, Ministre de l'environnement et des ressources forestières, les travaux de cette 13ème session du GTIA devront aboutir à la mise en place du groupe national de travail composé d'experts nationaux, à l'analyse de la situation nationale, à



La table d'honneur

bénéfices tangibles sur la santé de chaque individu " a-t-il expliqué.

Quant au Dr Pierre M'pele, représentant de l'OMS au Togo, " la santé et le bien-être es populations sont étroitement liés à l'état de l'environnement et l'état de santé des populations est un des indicateurs essentiels du niveau de développement d'un pays ". Mais toujours selon lui, les facteurs de risques environnementaux pour la santé posent encore de nombreux défis aux pays africains. Le Togo n'est

l'estimation des besoins, à la préparation du plan national d'action conjointe et à l'élaboration du rapport national. Le groupe national de travail sera composé d'experts représentant les ministères de la santé, de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'industrie, de la planification, de la construction et de l'urbanisme, des universités et instituts de recherche, des partenaires au développement ainsi que de la société civile.

Constant M.

Les journalistes togolais en réseau pour un regard positif sur le handicap

Contribuer au processus de changement d'attitude générale de la société vis-à-vis de la question de handicap en diffusant des informations fiables et inclusives sur les droits des personnes en situation de handicap, contribuer aussi à apporter une image positive des personnes en situation de handicap, communiquer autour de la thématique et aider à la promotion et à la protection des droits de la personne handicapée, ce sont entre autres objectifs que s'assignent aujourd'hui des journalistes des médias publics et privés du Togo. A l'issue d'une assemblée générale constitutive tenue vendredi dernier à la Maison de Presse, ils ont porté sur les fonts baptismaux le RJCHT (Réseau des Journalistes et Communicateurs sur le Handicap au Togo), un réseau mobilisateur des journalistes et communicateurs, à travers lequel

il s'agira de permettre au public d'appréhender la notion de handicap et ses contours.

La question du handicap, contrairement à ce que beaucoup pensent, n'est pas synonyme d'une marginalisation des personnes qui souffrent d'une quelconque déficience. Fort de cette conviction et se fondant sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, les journalistes comptent à travers le RJCHT, jouer leur rôle de vecteurs de communication pour amener les uns et les autres à restituer à la personne handicapée la dignité qui est celle de toute personne jouissant de tous les droits et de toutes les libertés énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les



Les membres du bureau exécutif du RJCHT

pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Le RJCHT ainsi mis sur pied est dirigé par un bureau de sept membres élus à l'assemblée générale, à la tête duquel une personne handicapée motrice en la personne de Dagah Kodjo Toni. Ce bureau travaillera sous le contrôle de deux commissaires aux comptes élus aussi à l'assemblée générale.

Constant M.

SERVICE



INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS

À compter du 1^{er} Juin 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM
nomade

Où je veux, quand je veux!

FACTURATION AU VOLUME

FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ
64Mo	485 F CFA	2j
128Mo	990 F CFA	3j
256Mo	1 985 F CFA	5j
512Mo	3 960 F CFA	10j
1Go	7 880 F CFA	15j
2Go	15 760 F CFA	20j
3Go	23 600 F CFA	30j



FACTURATION AU VOLUME

Pour des débits de connexion supérieurs à 200 Kb/s



Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée (suppression d'heure creuse)

illico le fixe sans fil

FACTURATION À LA DURÉE

Pour des débits de connexion jusqu'à 200 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Sénégal : la nouvelle plaque tournante de la prostitution en Afrique

Des filles de 15 à 17 ans se prostituent pour satisfaire leurs besoins. Ces dernières rivalisent avec les travailleuses du sexe ghanéennes, nigérianes et bissau-guinéennes, qui ont envahi le Sénégal pour attirer les touristes européens. Enquête dans les hauts lieux de la prostitution à Dakar, la capitale sénégalaise devenue la plaque tournante de la prostitution en Afrique.

Le Sénégal est-il devenu la nouvelle plaque tournante de la prostitution en Afrique ? Ou un lieu de rencontre où l'alcool coule à flot, où la drogue circule en toute impunité, où le sexe se marchande à tous les prix. Les maquis et les bars sont devenus la nouvelle industrie. Combien de bouteilles de bières, sinon des casiers de bières sont vendus quotidiennement ? Des milliers ? Des millions ? Personne le sait, ce que nul n'ignore c'est que l'alcool y coule comme l'eau de la piscine, c'est-à-dire librement et sans limite.

L'ambiance torride dans les bars et restaurants

Les scènes qui se déroulent dans ces espaces dépassent tout entendement. Au "Y Bar" de Dakar que nous avons visité le week-end dernier, le spectacle est ahurissant. Sexe, strip-tease, alcool, cigarette sont servis à

gogo. Sur la piste de danse, les jeunes filles miment des actes sexuels. Habillées d'un string et d'un spencer, nombril au vent. Les filles du bar peuvent être sollicitées par des clients plus âgés ou pervers à souhait. Pour une partie de fellation ou d'amour ou encore de partouze. Ici, le salon d'honneur ou privé qui peut recevoir une dizaine de personnes est le lieu idéal pour passer à l'acte. Dans ce confort très peu naïf, ils sont nombreux, les clients qui s'envoient au septième ciel. Personne ne s'occupe de son voisin. Un coup d'œil sur les tarifs pratiqués dans ce bar select permet de comprendre la folie des clients. Les bouteilles de Whisky et clan Campbell avoisinent les 60 mille FCFA (soit 100 euros).

Des lieux fréquentés par la haute société

" Quand on voit le nombre de bouteilles sur les différentes tables, on parierait que le Sénégal n'est pas en crise ", nous confie un client. Mais la serveuse qui a suivi cette conversation nous indique ce sont notamment, ceux qui ont le pouvoir d'achat qui y viennent, les directeurs généraux (DG), les footballeurs internationaux et les fils de certains des anciens et nouveaux ministres sénégalais. " Jetez un coup d'œil dehors sur les

véhicules stationnés et vous aurez une idée de notre clientèle. Souvent ceux qui ont bénéficié des largesses des régimes qui viennent ici, nous gâtent avec des pourboires. La serveuse parmi nous qui a la chance d'être choisie pour leur tenir compagnie est un ange ce jour là. Ils dépensent sans compter ", révèle cette serveuse qui ne cache pas qu'en complicité avec les gérants, elles gonflent parfois les factures.

Les anciens dignitaires impliqués dans l'industrie de la nuit ?

Selon nos sources, qui préfèrent garder l'anonymat, la plupart de ces bars et hôtels appartiennent aux hommes de confiance de l'ex président de la République Abdoulaye Wade qui placent des dirigeants comme couverture. D'après certains fêtards, les bars et hôtels s'apparentent aujourd'hui à un lieu de blanchiment d'argent. Pendant que la pauvreté gangrène la grande masse de la population sénégalaise, les anciens dignitaires de l'ex régime libéral rouleraient en voitures de luxe et construiraient des commerces de prostitution. Ce qui ne manque pas de promouvoir la dépravation des mœurs.

Des mineurs de 15 à 17 ans se prostituent

Leurs grosses victimes : les enfants des autres, ces mineurs de 15 à 18 ans, qu'ils entraînent dans le monde du vice. Il suffit de faire un tour au "Clandel", des gamines qui racolent avec des messieurs. Ou dans certains endroits de la ville de Ziguinchor (sud) pour constater que des gamines s'affichent avec des messieurs. Et pourtant, bon nombre de ces filles de joie ne détiennent pas des papiers administratifs ni de carnets de santé, leur permettant d'exercer la prostitution, un métier très risqué.

" Lorsque vous voyez une jeune fille dans une belle voiture, il s'agit de la maitresse d'un ministre " ironisent désormais les habitants de Dakar. Dans un passé récent, les autorités sénégalaises mettent beaucoup d'argents pour des prix d'excellence, un prétexte pour eux de valoriser des concours de beauté : Miss Sénégal, Miss Diaspora, Miss Dakar, Miss Cedeao, Miss campus, etc. " C'est leur stratégie (de camouflage, ndlr) pour choisir leurs maitresses ", dénonce un leader de l'opposition la plus radicale pour qui, cela est le symbole de la déchéance morale au sommet de l'Etat.

La pauvreté : la cause de la prostitution juvénile

Une adhésion à la prostitution que ces jeunes filles lient à la pauvreté grandissante et au chômage chronique dans la région sud du Sénégal.

" Je me prostitue parce que mes parents sont pauvres et je suis l'aînée de la famille. Je ne pouvais pas les regarder se décarcasser pour nous donner à manger. C'est vrai que je pouvais aller faire un autre travail, mais la prostitution est le métier le plus rémunéré au Sénégal. Moi, je gagne 300 000 à 350 000 FCFA par mois (soit 500 euros), c'est l'équivalent du salaire de certains cadres sénégalais. Je parviens ainsi à nourrir notre famille ", explique Béatrice Manga, âgée de 17 ans, qui pratique le plus vieux métier du monde depuis bientôt un an, dans un bar de Ziguinchor.

Un argument largement partagé par sa collègue Sophia Sene. Qui nous fait savoir qu'elle a perdu ses parents dès le bas âge " Moi, je suis avec mes frères que je soutiens financièrement. Mais je voulais même laisser ce métier et faire du commerce. D'ailleurs, mon oncle, m'a même demandée d'abandonner ce métier et de trouver quelque chose de plus digne " a-t-elle concédé.

KHALIL DIEME ; AFRIK.COM

Nord-Mali : Abdou Diouf approuve la guerre et s'oppose à la négociation

Le secrétaire général de l'OIF a peur que les islamistes envahissent l'ensemble du Mali

Invité dans l'émission "International", diffusé sur TV5 et RFI, le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, a sans détour approuvé l'intervention militaire au Nord-Mali pour y déloger les islamistes qui occupent la région depuis maintenant six mois. Opposé à toute négociation, il plaide pour une intervention immédiate, craignant que les terroristes envahissent le Sud-Mali.

Seule l'intervention militaire peut régler la crise malienne. Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), plaide pour une intervention militaire rapide pour déloger les islamistes qui occupent depuis six mois maintenant le Nord-Mali. Selon lui, si les opérations ne sont pas immédiatement lancées, les terroristes, affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) pourraient également envahir le Sud-Mali.

" Je considère qu'il n'y pas d'alternative et qu'il faut que tout le monde s'y mette. Il ne faut pas qu'on soit tiède dans cette affaire-là, parce que si on laisse ce cancer se développer, ça va toucher non seulement le Sahel, (mais) le monde entier. C'est une menace grave à la paix et à la sécurité internationale ", a déclaré Abdou Diouf, lors de l'émission "International", diffusé sur TV5 et RFI. Et de tirer la sonnette d'alarme : " Si le Mali ne retrouve pas son unité, je crains même qu'à ce moment-là, ceux qui sont au Nord - et c'est



leur volonté -, ne descendent au Sud. Je crois qu'il faut agir et il faut agir avec beaucoup d'énergie, beaucoup de volonté. Il faut prendre ses responsabilités dans une situation comme celle-là. Elle est extrêmement grave et vraiment je crains le pire ", a prévenu le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

La Cedeao, l'Etat malien et la France

L'accord trouvé dimanche 23 septembre entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et Bamako a débloqué la situation. Les autorités maliennes ont enfin accepté que les " forces militaires combattantes " de l'organisation ouest-africaine se déploient dans la capitale

maliennne. En revanche, l'ONU a déjà réclamé au Mali et à la Cedeao des précisions sur les modalités d'une intervention aux contours encore très flous. Et Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, préconise que " toute solution militaire pour résoudre la crise sécuritaire au Nord-Mali (soit) envisagée avec extrême prudence ".

De la prudence qui ne fait pas écho dans les oreilles du président français. " Je sais qu'il peut y avoir une tentation de mener

des négociations ", a souligné François Hollande mercredi 26 septembre à New-York lors de la réunion sur le Sahel. " Négocier avec des groupes terroristes, il ne peut en être question. Toute perte de temps, tout processus qui s'éterniserait ne pourrait faire que le jeu des terroristes ", a insisté le président français qui assure que " La France soutient pleinement " l'intervention militaire au Nord-Mali.

Même son de cloche du côté de Abdou Diouf. A entendre le secrétaire général de l'OIF, " La seule façon de régler ce problème, c'est de le régler militairement ". Pour ce faire, il préconise " que la Cedeao soit en première ligne avec l'Etat malien bien entendu mais également toute la communauté internationale

(France, Algérie, Tchad, etc. ndlr) ".

Deux problèmes s'opposent aux partisans d'une intervention militaire au Nord-Mali, d'une part l'ONU ne validera pas une résolution favorable avant une nouvelle réunion du Conseil de sécurité dont la date reste inconnue, et de l'autre, le haut commandant des forces armées américaines en Afrique

(Africom), Carter Ham, a plaidé ce dimanche à Alger pour une solution " politique " à la crise malienne. La guerre est, donc, loin d'être déclarée. Pendant ce temps, les lapidations et amputations, infligées par les islamistes aux populations, gangrènent le Nord-Mali.

SEBASTIEN BADIBANGA, AFRIK.COM

Communiqué

BTS, Licence Professionnelle et Master en Journalisme et Communication des Entreprises : telles sont les formations que l'ESTAC, l'Ecole Supérieure des Techniques et Arts de la Communication vous offre pour cette rentrée académique 2012-2013. Des formations qui vous préparent à être de vrais professionnels, ayant appris sur le terrain et sachant impressionner par leur compétence. L'ESTAC, c'est aussi une école qui sait accompagner les apprenants et commençant par leur offrir la chance d'une bourse.

Inscrivez-vous aux concours de bourse qui auront lieu selon le calendrier suivant :

-Le mercredi 05 septembre pour l'entrée en première année de BTS

-Le mercredi 19 septembre pour la troisième année de licence

-Pour tout renseignement, contactez le 22 20 62 70 ou le 23 38 06 63, ou l'adresse e-mail suivante : estac3000@yahoo.fr; ou adressez-vous au secrétariat de l'école non loin du rond point Tokoin trésor.

-L'ESTAC, l'expérience au service du professionnalisme.